

## Mugabe et Tsvangirai signent un accord de partage du pouvoir au Zimbabwe

@rib News, 15/09/2008 â€“ Source Reuters Les partis politiques du Zimbabwe ont signé un accord de partage du pouvoir qui verra, pour la première fois en 28 ans, le président Robert Mugabe céder une partie de ses prérogatives. Le chef de l'Etat a paraphé le pacte avec Morgan Tsvangirai, chef de file du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), et Arthur Mutambara, dirigeant d'une faction dissidente du MDC, dans un hôtel d'Harare. Les trois hommes, souriants, ont échangé une poignée de mains sous les applaudissements lors de la cérémonie à laquelle assistaient le président de l'exercice de l'Union africaine, le Tanzanien Jakaya Kikwete, ainsi que le président sud-africain Thabo Mbeki, qui a joué les médiateurs.

Mugabe et Tsvangirai s'étaient entendus la semaine dernière sur les grandes lignes de cet accord destiné à sortir le pays du blocage survenu après la réélection contestée de Robert Mugabe le 27 juin dernier. Morgan Tsvangirai, arrivé en tête au premier tour de la présidentielle, avait renoncé à se présenter au second tour en raison du climat de violence. Il doit devenir Premier ministre et présider un conseil qui supervisera l'action gouvernementale. Mugabe, qui dirige le Zimbabwe depuis son indépendance en 1980, restera chef de l'Etat et conservera le contrôle de l'armée. Mais l'accord prévoit la suppression du puissant ministère de la Sécurité d'Etat, sans qu'on sache encore qui sera responsable de la police secrète. Le ministère de la Justice doit être scindé en deux avec la création d'un secrétariat aux Prisons. L'accord prévoit aussi la création d'un conseil de sécurité nationale destiné à remplacer un centre de commandement de la sécurité accusé par l'opposition d'avoir orchestré la campagne de violences politiques avant l'élection présidentielle.

**ACCORD FRAGILE** Le MDC a réclamé le contrôle des portefeuilles de l'Intérieur, de l'Administration locale, de l'Information, de l'un des portefeuilles de la Justice, et le ministère des Finances, prenant ainsi en charge le rôle d' licat de redresser une économie en ruines. En échange, le MDC s'est dit prêt à céder au parti présidentiel, la Zanu-PF, d'autres ministères clés comme celui de la Défense. La Zanu-PF aura 15 portefeuilles, le MDC 13, et la faction de Mutambara trois. Les noms des ministres devraient être annoncés dans les jours à venir, a indiqué un responsable. Les commentateurs qualifient l'accord de fragile. Les anciens ennemis devront mettre de côté leurs divergences et travailler étroitement ensemble pour surmonter le scepticisme. L'un des objectifs du nouveau gouvernement sera d'attirer de nouveau les investisseurs dans un pays où l'inflation d' passe 11 millions de pour cent. L'Union européenne s'est déclarée prête à venir en aide au pays si le nouveau gouvernement prend des mesures pour restaurer la démocratie et l'état de droit, "en organisant en particulier des élections pluralistes et transparentes", ont déclaré les ministres des Affaires étrangères des 27 réunis à Bruxelles. Le porte-parole de la diplomatie européenne, Javier Solana, a indiqué qu' l'UE prendrait le temps d'étudier l'accord mais il s'attend à ce qu'il ouvre une "nouvelle page" pour le pays. Le nouveau gouvernement devrait s'efforcer de mettre au point un programme urgent de redressement économique. Le pays intéresse les investisseurs étrangers en raison de ses activités minières, agricoles ou dans les télécommunications. Mais aucune injection massive d'argent n'est attendue avant que le paysage politique s'éclaircisse.